

Deux nouvelles écoles construites d'ici 2025

CONSEIL MUNICIPAL. Dans la continuité du schéma directeur des écoles, deux projets deviennent aujourd'hui visibles : une nouvelle école sur l'île de Nantes et les agrandissements de l'école de la Chauvinière.

L'éducation (268 millions d'euros - M€) et la petite enfance (13 M€) font partie des priorités de la Ville de Nantes. La stratégie financière de la Ville pour 2022-2026 le montre bien, en réservant 39 % des investissements (690 M€) pour l'éducation. Ce budget s'inscrit dans la continuité du schéma directeur des écoles, lancé lors du précédent mandat. Ce schéma comprend la construction de sept nouvelles écoles et la rénovation et l'aménagement de 23 autres.

Tracks Architectes et Tank Architectes lauréates des deux concours

« L'éducation est notre priorité, a insisté Ghislaine Rodriguez (SC - Verts), l'élue à l'éducation. Il faut répondre d'une part à l'évolution démographique, mais aussi répondre au dédoublement de certaines classes. Depuis 2018, plus de 90 classes ont ainsi été dédoublées, soit l'équivalent de six écoles. »

Suite au lancement en février dernier du concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la future nouvelle école sur le sud-ouest de l'île de Nantes, le jury a retenu l'agence Tracks Architectes. « Elle propose un niveau de performance énergétique très



Sur l'île de Nantes, les travaux de la nouvelle école débuteront à l'été 2023.

Image Tracks Architectes

ambitieux pour les cinq classes de maternelles, neuf classes élémentaires. Il y a aussi une grande fonctionnalité des espaces intérieurs. Un travail particulier a par ailleurs été réalisé sur les cours de récréation, pour une plus grande place de la nature dans l'école et pour l'égalité filles-garçons. » La surface du foncier réservé est d'environ 5 800 m² et le coût prévisionnel de l'opération est de 15,8 M€. Les travaux débuteront à l'été 2023 pour une ouverture à la rentrée 2025.

En attendant cette ouverture, l'école Aimé-Césaire sera un petit peu agrandie. À Nantes Nord, l'école de la Chauvinière va être restructurée et il y aura une extension de la restauration scolaire. Il y aura aussi trois classes de maternelles et quatre classes élémentaires supplémentaires pour arriver à sept maternelles et onze élémentaires (dont une ULIS). Ici, c'est le cabinet Tank Architectes qui a été retenu. Les travaux débuteront mi-2022 pour une livraison à

la rentrée 2024 et au printemps 2025 pour les maternelles. L'enveloppe financière se monte à 14,3 M€. En 2022, ce sera aussi le début des travaux pour les écoles de La Beaujoire et Lucie-Aubrac.

Philippe Corbou

À NOTER

Le conseil municipal se déroulera vendredi 17 décembre à partir de 9 h en visioconférence. À suivre sur Telenantes.fr

EN BREF

Un nouveau centre de dépistage dès mercredi

Face aux chiffres de plus en plus élevés de la remontée du Covid-19, la Ville de Nantes a réorganisé son centre de vaccination, qui repassera de la salle festive Nantes-Erdre au parc des expositions de la Beaujoire dès ce vendredi. De 900 personnes vaccinées chaque jour au Ranzay, le rythme passera à 2 500 à la Beaujoire. Des créneaux sont d'ailleurs disponibles pour s'inscrire. Parallèlement, la Ville a décidé d'ouvrir un nouveau centre de dépistage pour pratiquer des tests PCR, au gymnase Léo-Lagrange, derrière la piscine du même nom, quai de Tourville. Il ouvre ce mercredi.

Cérémonies de vœux annulées en janvier pour cause de Covid-19

La Ville de Nantes a annoncé hier l'annulation des cérémonies de vœux 2022 en maires, dans les quartiers et à Nantes métropole, pour cause de pandémie de coronavirus. Les services de la Ville évoquent « l'évolution du taux d'incidence de la métropole et le plan blanc activé au CHU de Nantes » pour mettre en avant « l'incertitude de la situation sanitaire dans les semaines à venir ».

Les alertes de la chambre régionale des comptes

Augmentation de la taxe foncière et des tarifs des emprunts... Comme le révélait *Presse Océan* dans ses éditions du samedi 11 décembre, la Ville de Nantes cherche partout des ressources afin de financer un volumineux plan d'investissements d'ici 2026, notamment dans les établissements scolaires. Ces orientations budgétaires seront débattues vendredi 17 décembre, en conseil municipal. Mais un rapport de la chambre régionale des comptes risque de gripper le discours. Dans ce dossier,

que *Presse Océan* s'est procuré, les magistrats financiers pointent la fragilisation des marges de manœuvre de la Ville depuis 2015.

Recettes fiscales en hausse

La collectivité bénéficie pourtant de recettes fiscales à la hausse : nouveaux habitants, forte activité... Elle a ainsi perçu 14 millions d'euros de recettes en plus de 2015 à 2019. Ses ressources fiscales ont augmenté de 5,7 %.

Mais, parallèlement, elle a perdu des aides de l'État. Surtout, la chambre régionale

des comptes rapporte que les transferts de grands équipements à la Métropole en 2015, comme le stade de la Beaujoire, n'ont pas donné d'économies durables. Les dépenses sont repartiées à la hausse dès 2016 : « Le bénéfice des transferts de biens, qui engendrent mécaniquement des baisses de charges, n'a pas été pérenne », pointent les magistrats financiers. Après « deux exercices seulement », le niveau des charges est redevenu le même qu'en 2015. « Quatre ans après ces transferts, le montant des charges totales de personnel a augmenté de 10 millions

d'euros », chiffre la chambre.

Migrants et crise sanitaire

Que répond la Ville ? Elle explique avoir notamment mis des moyens dans l'éducation et la sécurité. Elle assume « des choix politiques forts », sans avoir augmenté ses impôts. Elle a aussi eu à gérer plusieurs crises. Elle a ainsi renforcé son aide au CCAS de 8 millions d'euros sur 2018-2019 pour mettre les migrants à l'abri. Une mission qui relève normalement de l'État.

Les mesures déployées pour faire face à la crise sanitaire auraient aussi coûté 16,5 à

17 millions d'euros à la Ville et 44 millions d'euros à la Métropole. Conséquence directe : l'épargne brute devait baisser d'environ 12 millions d'euros. Nantes sera-t-elle capable d'assumer son plan d'investissements, qu'elle chiffre à 690 millions d'euros d'ici 2026 ? La Ville entend « accompagner la dynamique » du territoire. Les magistrats financiers se veulent prudents : « En fonction de l'impact de la crise sanitaire, le volume de dépenses pour des équipements sera probablement à revoir à la baisse ».

EV